



KPMG SA
Immeuble Confluences
178 Avenue Saint Vincent de Paul
40100 Dax

SOLIHA LANDES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
SOLIHA LANDES
46 Rue Baffert - 40100 Dax

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

KPMG SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
Immeuble Confluences
178 Avenue Saint Vincent de Paul
40100 Dax

SOLIHA LANDES

46 Rue Baffert - 40100 Dax

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'assemblée générale de l'association SOLIHA LANDES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SOLIHA LANDES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dax, le 05 juillet 2022

KPMG SA



Valérie Crabos
Associée

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	38 779	27 213	11 567	1 929
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	140 000		140 000	55 000
Constructions	6 192 721	3 594 558	2 598 163	2 573 553
Installations techniques, matériel et outillage industriels	145 225	100 326	44 900	53 179
Immobilisations corporelles en cours				145 364
Autres	60 363	54 131	6 232	5 724
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	20 000		20 000	20 000
Prêts				
Autres	2 782		2 782	1 494
TOTAL I	6 599 871	3 776 228	2 823 643	2 856 243
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	781 643	13 090	768 553	741 890
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	115 039		115 039	509 154
Valeurs mobilières de placement	193 994		193 994	142 844
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 612 579		1 612 579	1 866 474
Charges constatées d'avance	6 076		6 076	19 936
TOTAL II	2 709 331	13 090	2 696 241	3 280 298
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	9 309 202	3 789 318	5 519 884	6 136 542

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	83 916	83 916
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	811 979	818 004
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	66 088	(6 025)
Situation nette (sous total)	961 983	895 895
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	694 927	577 062
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 656 910	1 472 957
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		26 650
Provisions pour charges	85 171	73 779
TOTAL III	85 171	100 429
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 779 172	2 864 565
Emprunts et dettes financières diverses	9 856	27 864
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	95 045	66 664
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	357 152	393 786
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	490 027	1 206 368
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	46 550	3 908
TOTAL IV	3 777 803	4 563 155
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	5 519 884	6 136 542

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	2 330 253	2 176 620
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	202 292	59 796
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	35 357	24 256
TOTAL I	2 567 902	2 260 672
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	426 834	635 205
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	79 447	63 917
Salaires et traitements	1 150 046	913 040
Charges sociales	397 187	351 987
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	294 297	279 119
Dotations aux provisions	98 261	21 403
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	32 419	
TOTAL II	2 478 491	2 264 671
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	89 411	(3 999)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	405	1 010
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change	250	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	655	1 010
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	74 374	69 079
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	74 374	69 079
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(73 719)	(68 069)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	15 692	(72 068)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	22 005	20 842
Sur opérations en capital	81 521	81 597
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	103 526	102 439
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	53 130	36 397
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	53 130	36 397
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	50 396	66 042
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 672 083	2 364 121
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 605 995	2 370 147
EXCEDENT OU DEFICIT	66 088	(6 025)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe Légale de l'exercice clos le 31 décembre 2021

SOLIHA LANDES, Solidaire pour l'Habitat, Amélioration de l'Habitat,

L'exercice clôturé au **31.12.2021** présente un montant total du bilan de **5 519 884 €** et dégage un résultat de **66 088 €**

A. ACTIVITES ET MOYENS DE L'ENTITE :

Notre activité est de trouver des solutions pour améliorer les conditions de vie de l'habitat dans les Landes en intégrant le respect de l'architecture et la dimension énergétique avec le soutien des administrations nationales et locales, des organismes départementaux, de nombreuses communes et intercommunalités.

Elle se répartit au travers de 5 activités :

- ❖ Accompagnement des personnes
- ❖ Conduite de projets de territoires
- ❖ Production d'habitat d'insertion
- ❖ Service accompagnement à la rénovation énergétique
- ❖ Ingénierie administrative technique et financière

B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels du 31/12/2021 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 réforme du règlement CRC 99-01

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ❖ Continuité de l'exploitation
- ❖ Permanences des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- ❖ Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

« En application des circulaires SAUTTER du 15/09/98 et du 16/02/99, des lettres qui les complètent, certaines de nos activités, sont qualifiées de lucratives (**Luc**). Notre Association sectorise ses activités depuis le 1^{er} janvier 2000 » suivant les secteurs ci-après :

- **010 Etudes (Luc)**
- **020 Suivi Animation (Luc)**
- **030 Maitrise D'œuvre (Luc)**
- **040 AMO (Luc)**
- 040 AMO €/€ (Non Luc)
- 051 Frais de dossiers (Non Luc)
- 052 Energie (Non Luc)
- 060 Accompagnement Social (Non Luc)
- 070 Relogement (Non Luc)
- 080 MOI (Non Luc)

La sectorisation n'est possible que par le calcul du taux de prépondérance à la non-lucrativité, qui est le rapport entre le nombre de dossiers inférieurs au plafond d'attribution de subventions fixé par l'Etat, et l'ensemble des autres activités.

Pour appliquer cette sectorisation, la méthode de répartition des charges et produits indirects est faite selon la méthode du temps passé, suivant les fiches fournies par les personnels communs aux différents secteurs.

Il en ressort une affectation globale de 59.42 % au secteur non lucratif contre 62.01% en 2020 et 40.58 % au secteur lucratif contre 37.99% en 2020. D'autre part, la récupération de TVA calculée suivant le prorata définitif est de 46.03 % contre 54% en 2020.

C NOTES SUR LE BILAN

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou leur coût de production. Les frais accessoires (droit de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	linéaire	3 à 5 ans
Constructions MOI	linéaire et composants	Durée du bail
Constructions Bureaux	composants	10 -15- 20- 25 ans
Materiel	linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	linéaire	10 ans

Immobilisations

Période du 01/01/21 au 31/12/21

SOLIHA LANDES

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	26 164		12 615
TOTAL immobilisations incorporelles :	26 164		12 615
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	55 000		85 000
Constructions sur sol propre	642 371		
Constructions sur sol d'autrui	5 247 736		387 615
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	141 587		3 639
Emballages récupérables et divers	58 458		1 905
Immobilisations corporelles en cours	145 364		302 730
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	6 290 516		780 888
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	20 000		35 806
Prêts et autres immobilisations financières	1 494		1 288
TOTAL immobilisations financières :	21 494		37 094
TOTAL GÉNÉRAL	6 338 174		830 597

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			38 779	
TOTAL immobilisations incorporelles :			38 779	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			140 000	
Constructions sur sol propre			642 371	
Constructions sur sol d'autrui		85 000	5 550 351	
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.			145 225	
Emballages récupérables et divers			60 363	
Immobilisations corporelles en cours		448 094		
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		533 094	6 538 310	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés		35 806	20 000	
Prêts et autres immo. financières			2 782	
TOTAL immobilisations financières :		35 806	22 782	
TOTAL GÉNÉRAL		568 900	6 599 871	

Amortissements

SOLHA LANDES

Période du 01/01/21 au 31/12/21

Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	24 236	2 977		27 213
TOTAL immobilisations incorporelles :	24 236	2 977		27 213
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	254 566	24 412		278 978
Constructions sur sol d'autrui	3 061 988	253 592		3 315 580
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	141 141	13 316		154 457
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	3 457 696	291 320		3 749 015
TOTAL GÉNÉRAL	3 481 931	294 297		3 776 228

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	2 977		
TOTAL immobilisations incorporelles :	2 977		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	24 412		
Constructions sur sol d'autrui	253 592		
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	13 316		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	291 320		
Frais d'acquisition de titres de participations			

TOTAL GÉNÉRAL	294 297		
----------------------	----------------	--	--

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	83 916				83 916
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	818 004	(6 025)			811 979
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	(6 025)	6 025	66 088		66 088
Situation nette	895 895		66 088		961 983
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement	577 062		571 622	453 758	694 927
Provisions réglementées					
TOTAL	1 472 957		637 710	453 758	1 656 910

Provisions Inscrites au Bilan

SOLHA LANDES

Période du 01/01/21 au 31/12/21

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	73 779 26 500	85 171	73 779 26 500	85 171
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	100 279	85 171	100 279	85 171

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	36 746	13 090	36 746	13 090
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	36 746	13 090	36 746	13 090

TOTAL GÉNÉRAL	137 025	98 261	137 025	98 261
----------------------	----------------	---------------	----------------	---------------

État des Échéances des Créances et Dettes

SOLIIHA LANDES

Période du 01/01/21 au 31/12/21

Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations	20 000		20 000
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 782		2 782
TOTAL de l'actif immobilisé :	22 782		22 782
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	13 090		13 090
Autres créances clients	755 463	755 463	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	1 854	1 854	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	113 184	113 184	
TOTAL de l'actif circulant :	883 592	870 502	13 090
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	6 076	6 076	

TOTAL GÉNÉRAL	912 450	876 578	35 872
----------------------	----------------	----------------	---------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	27 356	27 356		
- à plus d' 1 an à l'origine	2 751 816	313 938	983 817	1 454 061
Emprunts et dettes financières divers	9 856	9 856		
Fournisseurs et comptes rattachés	95 045	95 045		
Personnel et comptes rattachés	130 299	130 299		
Sécurité sociale et autres organismes	134 878	134 878		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	73 151	73 151		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	18 824	18 824		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	490 027	490 027		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	46 550	46 550		

TOTAL GÉNÉRAL	3 777 803	1 339 925	983 817	1 454 061
----------------------	------------------	------------------	----------------	------------------

Charges à Payer

SOLIHA LANDES

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 326
Dettes fiscales et sociales	141 418
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 809
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	180 553

Produits à Recevoir

SOLIHA LANDES

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières	
Créances Créances clients et comptes rattachés Personnel Organismes sociaux État Divers, produits à recevoir Autres créances	79 311
Valeurs Mobilières de Placement Disponibilités	
TOTAL	79 311

Charges et Produits Constatés d'Avance

SOLIHA LANDES

Période du 01/01/21 au 31/12/21
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	6 076	46 550
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	6 076	46 550

Engagements Financiers

SOLIHIA LANDES

Période du 01/01/21 au 31/12/21

Devise d'édition EURO

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	
Autres engagements donnés :	

TOTAL	
-------	--

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Avals et cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	865 536

TOTAL	865 536
-------	---------

Effectif Moyen

SOLIHA LANDES

Période du 01/01/21 au 31/12/21

Devise d'édition EURO

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	8	
Agents de maîtrise et techniciens	4	
Employés	20	
Ouvriers		
TOTAL	32	

D Autres informations

Engagements hors bilan

Engagement de retraite :

La Convention Collective Nationale appliquée par SOLIHA LANDES prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté supérieure à 10 ans, équivalente à 1/7 de rémunération mensuelle par année de présence.

Le montant des droits acquis par les salariés pour les indemnités de départ à la retraite en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite s'élève à la somme de 85 171 € (dette provisionnelle théorique, conformément au calcul actualisé au 31.12.2021) relatif la recommandation ANC 2013-02.

Ce montant est comptabilisé en provision pour risques et charges.

Age départ à la retraite : **67 ans** – Taux d'actualisation **1,22%**- Taux moyen de charges sociales appliquées **39%**

Table de mortalité INSEE 2016-2018 Méthode de calcul prospective

Emprunt auprès des organismes bancaires

L'engagement financier auprès des organismes bancaires :

Capital restant dû au 31.12.2021

Caisse d'Epargne	1 742 957.06 €
Crédit coopératif	868 374.19 €
CIL	140 484.91 €

Honoraires Commissaires aux comptes

Les honoraires versés au commissaire aux comptes au titre de sa mission de contrôle légal s'élèvent à 9 337 €